

Visa d'Or humanitaire du CICR 2011-2017 : sept ans de réflexion

La délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en France a créé, en 2011, le « Visa d'Or humanitaire » en partenariat avec le prestigieux festival international de photojournalisme de Perpignan, Visa pour l'image. Doté de 8 000 euros, ce prix récompense le ou la photographe qui aura su raconter en dix images une problématique portant sur l'action et le droit international humanitaires. De 2011 à 2014, ce sont les « soins en danger » qui ont été primés par le jury composé de représentants de médias internationaux et de membres issus du monde humanitaire. Depuis 2015, la thématique des « femmes dans la guerre » est proposée au concours. La lauréate 2017, Angela Ponce Romero, 23 ans, a exposé son travail, Ayacucho : les disparus du conflit, à Perpignan qui a été vu comme les précédents gagnants par plus de 40 000 visiteurs.



2011. Premier km² de liberté : « place du Changement », Sanaa, Yémen

par | Catalina Martin-Chico



Les ambulances qui vont du centre-ville de Sanaa (Yémen), où les manifestations ont lieu, au dispensaire de la place du Changement sont également la cible de violences directes ou indirectes et reviennent avec des vitres brisées ou percées d'impacts de balles.

Étudiants, chômeurs, laissés-pour-compte et déçus, ils sont tous là, en rangs serrés, sur le parvis de la nouvelle université de Sanaa, rebaptisé « place du Changement ». Ils n'en bougeront pas avant que le président Ali Abdallah Saleh, à la tête du Yémen depuis 33 ans, n'ait quitté le pouvoir. Des reliefs du nord aux vallées du sud, des côtes de la mer Rouge aux wadis de l'Hadramaout, plus une province du Yémen n'échappe désormais aux mobilisations de la jeunesse. Les « révolutionnaires » forment l'un des groupes les plus improbables qui soient. Le premier succès de la révolution est sans doute là. Les Yéménites s'observent et se parlent. Ils se découvrent. Les hommes des tribus échangent avec de jeunes étudiants en communication, des parlementaires socialistes débattent avec des musulmanes, des commerçants de la vieille ville écoutent des officiers des forces aériennes. Peu importe l'uniforme ou le titre. « Nous sommes tous les fils du Yémen ! » aiment à répéter les manifestants.

Au fur et à mesure que le camp du changement s'élargissait, le parti présidentiel connaissait une érosion spectaculaire. Diplomates, ministres, députés, gouverneurs, officiers, cheiks... Ils sont nombreux, ces fidèles partisans d'Ali Abdallah Saleh, à s'être ralliés au mot d'ordre principal des manifestants : le président doit partir et le régime doit tomber. Place du Changement à Sanaa, ou place de la Liberté à Taz, ces milliers de citoyens ont fait le choix d'une méthode de lutte : le pacifisme. La voici, l'autre originalité de cette « révolution » : elle se fait sans armes. Dans un pays

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

où circulent plus de cinquante millions d'armes à feu, et malgré les nombreux contrôles militaires qui filtrent les accès à la capitale, il n'est pas très compliqué de se procurer un AK-47 ou un lance-roquettes. Mais les opposants ont découvert qu'il était possible de revendiquer sans violence, simplement par des mots et une présence. La confrontation armée entre le président Saleh et le clan de la tribu Al-Ahmar, dans le nord de la capitale, a pourtant menacé de faire glisser la « révolution » vers une guerre civile. Les manifestants ont aussi essuyé les tirs aveugles de snipers embusqués sur les toits, les gaz lacrymogènes et les coups de matraque assénés par les forces de la sécurité centrale. Mais, pacifiques jusqu'au bout, eux n'ont pas tiré une seule balle. Alors que le président Saleh est toujours hospitalisé en Arabie saoudite, les « révolutionnaires » tentent de provoquer un transfert progressif, et pacifique, du pouvoir. Ils réclament aussi la consolidation d'un régime parlementaire. Ce nouveau Yémen qu'ils appellent de leurs vœux devra s'attaquer à la corruption et à l'injustice. Le temps de consacrer un succès qu'ils estiment inéluctable, ils repartiront dans les rues. Ils savent pourtant que les services de sécurité les y attendent. Alors ils chanteront : « Martyr, ton sang n'a pas coulé en vain. »

2012. Syrie, dans Homs

par | Mani



Syrie, Homs, Karm Al-Zaytoun. Les snipers loyalistes font de nombreuses victimes civiles jour après jour. Les blessés sont évacués vers les centres de santé les plus proches pour recevoir les premiers soins, puis être envoyés vers un hôpital privé afin de tenter de sauver leur vie. Ils ne peuvent se rendre à l'hôpital public du fait de la présence des autorités et de peur d'être arrêtés et torturés. Le transport vers l'hôpital privé doit se faire avec beaucoup de précautions car les snipers ouvrent le feu sur tout véhicule transportant des blessés. Cet homme touché à la poitrine ne survivra pas de ses blessures.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

À la veille du soulèvement syrien en 2011, les adversaires les plus résolus du régime de Bachar el-Assad étaient les premiers à redouter une révolution. Tous gardaient en effet en tête l'écrasement de Hama en 1982, épilogue sanglant d'une insurrection islamiste de trois ans. Le régime syrien, dirigé à l'époque par Hafez el-Assad, le père de l'actuel président, n'avait alors pas hésité à faire tirer à l'arme lourde sur la quatrième ville du pays, au prix de milliers de morts, même si jamais aucun bilan officiel n'a été publié (entre 10 000 et 20 000 morts, selon les estimations).

Ces opposants voyaient juste. Depuis le 17 mars 2011 et les premières tueries à Deraa, dans le sud du pays, le pouvoir syrien a privilégié à nouveau la réponse militaire, accompagnée à la marge de réformes jugées purement cosmétiques. Confronté à des marées humaines prenant pacifiquement le contrôle des rues et face auxquelles il était désarmé, le régime a tenté de pousser une partie de cette opposition vers la lutte armée, un terrain sur lequel il pensait être à son avantage.

Cette pression a été à l'origine de la constitution de l'Armée syrienne libre, formée de déserteurs et de civils, sans pour autant que les cortèges de la colère, chaque vendredi, ne disparaissent. Mais le calcul de Bachar el-Assad s'est avéré à courte vue puisque c'est une guérilla classique qui s'est mise en place, aussi prompte à céder le terrain lorsque la pression des forces concentrées ponctuellement par le régime est trop forte, qu'elle est rapide à y revenir après le départ des blindés en direction d'un autre bastion rebelle.

L'autre échec du régime tient à son incapacité à restaurer « le mur de la peur » constitué par au moins trois décennies de répression, du massacre de la prison de Tadmor, en 1980, à celui de la prison de Sednaya, en 2008. Depuis le début du soulèvement, le régime a pourtant laissé ses milices, les *chabiha*, se charger de la sale besogne : exécutions sommaires, tortures, nettoyages communautaro-ethniques, viols...

De fait, le pays est livré depuis plus de quinze mois à une violence inouïe. Une violence d'État qui n'a que faire des principes humanitaires les plus fondamentaux. C'est ainsi que les hôpitaux, les services de santé, les médecins ont été la cible des chasses à l'opposant organisées dans tout le pays. Les témoignages recueillis à Homs par les envoyés spéciaux du *Monde*, le rapport rédigé par l'organisation non gouvernementale Médecins Sans Frontières font état de véritables battues dans les établissements publics, ne laissant aux blessés d'autre choix que de s'en remettre à des dispensaires de fortune où les médicaments n'arrivent qu'au compte-gouttes. Lorsqu'ils arrivent.

Pour préserver ses chances de survie, le régime syrien a fait le choix d'une barbarie sans retour qui diffuse la haine et qui nourrit représailles et règlements de comptes. Le choix de la terre brûlée.

2013. La vie et la mort à Alep

par | Sebastiano Tomada



Une ambulance abandonnée dans le quartier de Moshed, une des zones libérées d'Alep et un bastion de l'armée syrienne libre. 27 mars 2013.

Depuis juillet 2012, la bataille fait rage entre les forces gouvernementales et les insurgés de l'Armée syrienne libre (ASL) qui se battent pour le contrôle d'Alep, la grande ville du nord. Les centres médicaux accueillant les blessés dans les quartiers tenus par les rebelles sont devenus des cibles militaires, ce qui oblige les médecins à travailler dans un réseau clandestin de cliniques et d'hôpitaux. C'est le cas de l'hôpital Dar al-Shifa, naguère une clinique privée appartenant à un homme d'affaires resté loyal au président Bachar el-Assad, aujourd'hui transformée en hôpital de campagne où travaillent bénévolement médecins, infirmières et aides-soignants unis par leur opposition au régime, et par la nécessité de soigner les civils autant que les rebelles.

Sebastiano Tomada a commencé par couvrir la révolution syrienne à Idleb, puis tout au long de la frontière avec le Liban, avant de se concentrer sur Alep, où il a pu suivre les avancées et les reculs successifs de l'Armée syrienne libre. Il témoigne de la vie quotidienne et des conditions de soins dans une ville assiégée, nous montrant la cruelle réalité que vivent les hommes, les femmes et les enfants ainsi pris au piège.

2014. Crise humanitaire en Centrafrique

par | William Daniels



Des enfants peuls blessés sont surveillés par des soldats de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) à Bangui. Les anti-balaka (milices chrétiennes d'autodéfense) auraient attaqué un village peul (musulman), tué une douzaine d'adultes et blessé de nombreux enfants. Les enfants ont été présentés aux journalistes, au président et au Premier ministre avant d'être transportés à l'hôpital.

La République centrafricaine est plongée dans une crise humanitaire sans précédent. Après un an de terreur imposée par la Séléka – une rébellion majoritairement musulmane –, ce sont désormais les milices chrétiennes anti-balaka qui, par vengeance démesurée, tuent et chassent tous les musulmans de l'ouest du pays. Des quartiers entiers sont assiégés, des femmes et des enfants sont attaqués à la grenade. Face au manque de soutien international, les forces africaines de la MISCA (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine) et l'armée française peinent à contenir les massacres et les déplacements de population. Le pays compte près d'un million de déplacés, soit un quart de sa population, qui n'ont pas ou peu accès à la nourriture et aux soins.

La Centrafrique a longtemps été considérée comme une crise oubliée en raison du manque d'investissement de la communauté internationale. Cela fait 40 ans que la République centrafricaine est en état de vulnérabilité chronique. Selon l'OMS, l'espérance de vie – la deuxième plus faible au monde – est de 48 ans. Le système de santé, quasi inexistant, repose en grande partie sur l'engagement d'ONG internationales. Le taux de malnutrition était de 38 % avant la crise actuelle. Le paludisme y est holoendémique : chaque habitant du pays est infecté au moins une fois par an.

Depuis décembre 2013, je me suis rendu plusieurs fois en Centrafrique. J'ai couvert la catastrophe humanitaire dans les camps de déplacés de la capitale, comme l'impressionnant camp de l'aéroport M'Poko qui, en quelques jours, s'est vu grossir de 100 000 personnes en grande majorité chrétiennes ou animistes, qui fuyaient les combats entre Séléka et anti-balaka.

Je me suis aussi rendu de nombreuses fois dans les enclaves musulmanes de PK-5, Bégoua et Boda. Dans chacune, le scénario est similaire, les habitants et ceux qui y ont trouvé refuge sont assiégés. Quiconque tente d'en sortir risque d'être abattu, parfois même égorgé, démembré. Les anti-balaka qui entourent les enclaves jettent à l'aveugle des grenades qui atteignent au hasard des femmes ou des enfants. La situation sanitaire y est déplorable. L'accès aux soins est très limité.

À Boda, la situation était encore plus critique lors de ma visite en avril dernier. La nourriture était difficilement acheminée pour les quelque 10 000 habitants de l'enclave, souvent bloquée par les opérations de harcèlement des anti-balaka sur la route de Bangui. De nombreux enfants souffraient de malnutrition sévère, principalement ceux de l'ethnie peule, discriminée au sein même de l'enclave. Les soins étaient assurés par deux infirmiers et un médecin à mi-temps complètement débordés. Sous la pression de l'armée française, l'hôpital de la ville venait tout juste de rouvrir mais, étant situé à l'extérieur de l'enclave, il était bien trop dangereux pour les musulmans de s'y rendre.

2015. Le procès de Minova

par | Diana Zeyneb Alhindawi



Une victime – voilée pour protéger son identité – témoigne et raconte son histoire à la cour réunie. Un soir de novembre 2012, vers 20 heures, des soldats du gouvernement congolais ont frappé à sa porte. Ses cinq enfants se sont dispersés et se sont cachés dans la chambre à coucher. Son mari était déjà parti. Il s'est enfui quand il a entendu les tirs plus tôt. Lorsque les soldats sont entrés dans la maison, deux d'entre eux l'ont jetée par terre et ont commencé à la violer. Les autres ont commencé à piller sa maison, emportant les biens que sa famille venait de recevoir d'une organisation d'aide – des sacs de riz et de maïs, des bidons d'huile de cuisson. Son mari est revenu le matin. Quand il a appris qu'elle avait été violée, il est parti. Il n'est jamais revenu.

Entre le 12 et le 19 février 2014, un tribunal temporaire a été installé à Minova, une localité au bord du lac Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les procès se tiennent habituellement à Goma, mais pour les victimes des viols commis à Minova, le voyage jusqu'à Goma aurait été trop onéreux. C'est donc le tribunal qui s'est déplacé pour entendre leurs témoignages. Trente-neuf membres des Forces armées de la RDC (FARDC) ont été accusés d'actes de violence commis pendant dix jours de terreur en novembre 2012, durant lesquels plus de 1 000 femmes, hommes et enfants auraient été violés dans la seule ville de Minova. En définitive, 37 militaires ont été inculpés pour viols. L'attaque contre les civils a eu lieu alors que les soldats des FARDC fuyaient les rebelles du Mouvement du 23 mars qui s'étaient emparés de la ville stratégique de Goma.

En 2011, la représentante spéciale de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a qualifié la République démocratique du Congo de « capitale mondiale du viol ». Le procès de Minova représente une réelle avancée pour la défense des

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

victimes de viol : c'est notamment la première fois qu'autant de soldats sont mis en accusation. Les plaintes ont été entendues par un tribunal militaire et il n'y a aucune procédure d'appel possible auprès d'une autre instance.

En raison de la stigmatisation à l'encontre des victimes de viol, celles qui ont comparu s'étaient habillées de façon à conserver l'anonymat ; mais même avec ces précautions, seulement 47 femmes sont venues témoigner. La cour a rendu son verdict le 5 mai 2014 : seuls deux soldats ont été reconnus coupables de viols. L'un d'eux a été condamné à une peine de réclusion à perpétuité.

2016. Nés dans le conflit : les enfants soldats en Colombie

par | Juan Arredondo



Caldas, Colombie. 28 septembre 2014. Maritza, Dalia et Maria marchent le long de la route principale qui mène au centre pour les enfants soldats démobilisés où on leur enseigne des disciplines liées à l'agriculture pour préparer leur retour dans leurs communautés.

Ces deux dernières années, j'ai photographié et interviewé dans toute la Colombie des enfants soldats « toujours d'active » mais aussi d'autres démobilisés. J'ai découvert le silence profond entourant quelque 6 000 jeunes hommes et femmes enrôlés dans des groupes armés et dont la vie a été dévastée.

On estime que 25 à 50 % de ces combattants sont des femmes, parfois des gamines à peine âgées de 9 ans. Les filles reçoivent la même formation que les garçons, elles ont appris à manier les armes, à recueillir des renseignements et participent à des opérations militaires ; mais elles sont

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

aussi victimes d'abus sexuels, souvent à la merci de leurs commandants et, dans la plupart des cas, forcées d'avorter si elles tombent enceintes.

Ces survivantes sont aujourd'hui confrontées à la difficulté de retourner dans leurs familles vivant souvent dans l'extrême pauvreté. En outre, elles sont stigmatisées par la société colombienne, qui les considère comme des criminelles. Face à l'instabilité économique, la discrimination, le manque d'éducation et le peu de soutien familial, la plupart de ces enfants sont contraints de renouer avec la violence à travers des activités criminelles.

2017. Ayacucho, Pérou : les disparus du conflit

par | Angela Ponce Romero



Entourant un prêtre, les survivantes d'un village proche de Ayacucho adressent une prière à leurs proches tués durant le conflit, dans les années 1990, et dont les débris ont été identifiés.

Ayacucho – en quechua, « le lieu des morts » – est le nom de l'une des principales villes du Pérou. C'est également le titre du photoreportage d'Angela Ponce Romero, 23 ans, benjamine des lauréats du Visa d'Or humanitaire du CICR, consacré aux personnes portées disparues lors des violences entre les forces gouvernementales et le groupe armé du Sentier lumineux. Dans les pires années – les deux dernières décennies du XX^e siècle –, nombre de femmes furent soumises à la terreur, recrutées enfants par divers groupes armés, victimes de mariages forcés ou encore d'abus sexuels. Angela Ponce Romero montre dans son reportage quelques-unes de ces survivantes en lutte, veuves, orphelines, en quête de justice, mais aussi de vérité en particulier sur ce qu'il est advenu de leurs proches « portés disparus ».

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

*Pour citer cet article : « Rétrospective : Visa d'Or humanitaire du CICR 2011-2017 : sept ans de réflexion », Alternatives Humanitaires, n°6, novembre 2017, p. 120-139, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2017/11/20/visa-dor-humanitaire-cicr-2011-2017%E2%80%89-sept-ans-de-reflexion/>
ISBN de l'article (PDF): 978-2-37704-305-7*